Recapitalisation de La Télé

Préavis N° 2014/32

Lausanne, le 5 juin 2014

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Le présent préavis propose à votre Conseil une participation de Lausanne à hauteur de CHF 530'000.- dans Vaud-Fribourg TV S.A. et de CHF 20'000.- dans Ecran P&P S.A. dans le cadre de la recapitalisation de ces deux sociétés, héritières de l'ancienne TVRL fondée par Lausanne en 1993, dont Lausanne est aujourd'hui le deuxième plus gros actionnaire.

2. Table des matières

1. Objet du préavis	1
2. Table des matières	1
3. L'histoire de TVRL	2
4. La création de La Télé (Vaud-Fribourg TV)	2
4.1 Conséquences de la LRTV	2
4.2 Participants	3
5. La Télé de fin 2008 à 2014	3
5.1 Démarrage	3
5.2 Plan de 2013	4
6. La présente recapitalisation et l'avenir de La Télé	4
6.1 Nouveaux équilibres	4
6.2 Nouvelle orientation de La Télé	5
6.3 Aspects financiers	5
7. Conclusions	6

3. L'histoire de TVRL

Dès la fin des années 80, des expériences de TV locale ont eu lieu à Renens, dans le cadre du Service intercommunal d'électricité (S.I.E) devenu depuis TVT-Services S.A. et dans diverses communes valaisannes, le S.I.E finira par s'intégrer dans TVRL et les expériences valaisannes conduiront à l'actuelle TV régionale valaisanne.

En 1993, par voie de préavis¹, Lausanne décide de créer TVRL. A cette époque déjà, la législation fédérale impose pour de modestes subventions que le comité de l'association TVRL soit composé en majorité de représentants d'associations et non pas de politiques. Les communes du télé réseau, en particulier Prilly, participent activement au comité.

D'émissions expérimentales pour les élections communales de l'automne 1993, à un journal hebdomadaire dès l'automne 1994, TVRL procède pendant quelques années par mandats. La société NVP (Philippe Nicolet) réalise le journal et Jean-Marc Richard les différentes animations. Dans un premier temps, outre des recettes publicitaires de moins de CHF 200'000.- par an et un modeste financement fédéral par l'Office fédéral de la communication (OFCOM), TVRL est financée par une redevance prélevée comme pour tous les programmes payants du télé réseau auprès des abonnés de celui-ci.

Alors que les programmes payants diffusés le plus chers ont un coût de 5 à 10 centimes par mois et par abonné, celui de TVRL est payé dans un premier temps 40 centimes par mois et par abonné pour rapidement aboutir à un paiement de 95 centimes par mois et par abonné.

Durant les dix dernières années de TVRL, le montant progressivement consacré passera, vu la croissance du télé réseau, de CHF 650'000.- à plus de CHF 800'000.- par an. De 1993 à 2008, dernière années de TVRL, c'est plus de CHF 10 millions qui seront consacrés à TVRL par la Ville de Lausanne à travers le télé réseau.

4. La création de La Télé (Vaud-Fribourg TV)

4.1 Conséquences de la LRTV

Suite à la révision de la loi sur la radiotélévision (LRTV), le préavis N° 2007/49 propose l'entrée de Lausanne au capital de Vaud-Fribourg TV.

En effet, cette loi implique que seule une poignée de télévisions régionales seront subventionnées par l'OFCOM, dont Vaud-Fribourg TV, à hauteur d'un peu plus de CHF 3 millions par an pour le journal régional (la meilleure année TVRL avait bénéficié d'un peu plus de CHF 500'000.-).

Avec les pertes publicitaires prévues et le fait que Lausanne serait seule, le préavis N° 2007/49 estimait le coût du maintien de TVRL à plus de CHF 1 million supplémentaire par an, soit un total voisin de CHF 2 millions par an. Le préavis proposait que la diffusion du Conseil communal passe dorénavant par le canal de service.

Les problèmes juridiques posés à l'occasion de la création du programme du canal de service montrent que le maintien de TVRL sous sa forme d'alors se serait heurté à un refus de l'OFCOM.

En effet, la LRTV postule que le service public est assuré par la RSR et que les TV locales doivent être en majorité financées par du capital privé. L'expérience de Léman Bleu montre que l'OFCOM ne tolère pas une participation au capital de plus de 40% (cas de la Ville de Genève). Ce n'est qu'en raison des prestations très limitées du canal de service que la diffusion de conseils communaux par ce moyen est possible.

¹ BCC 1993, T. I, pp. 972 ss

4.2 Participants

Comme dans les années 80, le groupe Edipresse s'était déclaré partant à haut niveau dans ce nouveau média.

A l'époque Radio L, propriété de ce groupe, n'avait survécu que quelques années avant de laisser comme seul acteur lausannois Acidule avant que d'autres radios locales naissent.

En 2008, Edipresse souscrit 29.5% du capital, et la Ville de Lausanne participe à hauteur de 22.7%, environ 7% du capital étant souscrit par les communes recevant TVRL, soit 4% TVT-Services S.A. (Renens, Crissier, Chavannes, Ecublens) et 2.5% répartis entre Prilly, Belmont et Paudex.

Le reste du capital était souscrit par ICI TV, chaîne privée de l'Est vaudois, des communes du Nord vaudois autour de Canal Nord-Vaudois, le groupe Saint-Paul (La Liberté) et le principal actionnaire de Radio-Fribourg à hauteur d'environ 20% et par quelques acteurs locaux.

Votre Conseil votait le 6 novembre 2007² un montant de CHF 1'210'000.- dont une partie sera utilisée pour entrer dans Ecran P&P S.A., société chargée de l'acquisition de la publicité pour la chaîne. Dans les faits également, une partie sera versée sous forme de capital et une autre sous forme de prêt subordonné. A ce montant s'ajoutaient CHF 600'000.- destinés à reprendre le cas échéant des parts non souscrites. Les montants réellement investis ont été de CHF 69'000.-, soit le montant payé le 22 avril 2009 pour l'acquisition de 23 actions, pour Ecran P&P S.A., CHF 642'348.- pour La Télé et CHF 462'393.- sous forme de prêt d'actionnaire, soit un montant global de CHF 1'173'741.-.

5. La Télé de fin 2008 à 2014

5.1 Démarrage

Dans les faits, La Télé a démarré à la fin de l'été 2008 par une émission en direct du Château de Gruyères.

Il était prévu dès le début qu'aucun dividende ne pourrait être versé avant 5 à 7 ans. Le développement technique et l'augmentation du nombre de spectateurs se sont faits conformément aux hypothèses moyennes allant jusqu'à plus de 100'000 spectateurs lors des meilleures audiences et oscillant entre 60'000 et 80'000 spectateurs en moyenne.

Par contre, les recettes publicitaires, qui progressaient régulièrement au tout début de La Télé, ont gravement sous-performé par la suite.

Comme pour toutes les télévisions locales et la RSR, un événement juridique nouveau a gravement perturbé la recherche de recettes.

Après une longue procédure, le Tribunal fédéral octroyait définitivement à la chaîne M6, bientôt suivie par TF1, l'autorisation de diffuser sur leur chaîne des spots publicitaires différenciés et axés sur la Suisse. Une partie importante des publicités destinées à la Suisse romande migrait ainsi de la RSR et plus encore des TV régionales sur ces nouveaux médias. De plus, la crise financière de 2008 et ses suites pénalisaient globalement le marché publicitaire suisse et romand avec des effets aussi bien sûr Publicitas que sur les divers médias.

C'est dans ce contexte que Tamedia rachetait Edipresse et décidait rapidement d'abandonner toute participation dans La Télé. Sa participation a été cédée au principal actionnaire de Radio-Fribourg et à Pro TV Ventures à parts égales.

Une première opération d'assainissement menée en 2011 conduisait à porter la valeur des actions de CHF 100.- à CHF 80.-, à l'apport de capital par l'entrée des Retraites Populaires, du Centre Patronal et de Boisy TV S.A. pour Lausanne à hauteur de CHF 100'000.-.

² BCC 2007-2008, T. I, pp. 286 ss

5.2 Plan de 2013

Sous l'impulsion du groupe PRO TV Ventures S.A., dont fait partie le directeur récemment démissionnaire, un développement très ambitieux de La Télé naissait au début 2013. Il s'agissait clairement de s'inscrire en concurrent de la RSR, c'est-à-dire à terme de s'intéresser à l'ensemble de la Suisse romande.

Un bureau a été ouvert à Genève et un capital de CHF 10 millions recherché avec promesse d'une rentabilité à terme de CHF 50 millions en 10 ans.

Il était prévu de racheter les actions de tous les autres participants à leur valeur nominale dans le cadre de cet investissement.

Deux gros investisseurs vaudois et un fribourgeois sont sollicités pour cette opération. Une offre d'achat est proposée à tous les autres actionnaires. Devant l'ampleur des investissements et l'impossibilité de devenir majoritaire à cause de la LRTV et de la surveillance de l'OFCOM, presque tous les actionnaires publics acceptent. Lausanne accepte aussi, mais affirme être prête à garder une participation minimale dans le cadre des équilibres futurs et vu son rôle historique dans TVRL. Un des investisseurs s'étant retiré pour divergence méthodologique et par manque de confiance, le projet échoue au milieu 2013.

Dès la fin de l'été, de nouvelles formules sont recherchées. La Municipalité décide de participer, à une hauteur encore à déterminer et de présenter un préavis au Conseil communal. Elle rappelle à quel point la télévision de proximité sur le territoire valdo-fribourgeois doit être privilégiée par rapport à une extension romande. Pendant que les négociations se poursuivent, le Conseil, vu les moyens financiers inférieurs qui seront investis, décide de fermer dans les meilleurs délais le bureau genevois de La Télé.

Au début janvier 2014, lors du bouclage des comptes 2013, une grave erreur comptable est repérée. Une recette transitoire de plus de CHF 400'000.- a été comptabilisée deux fois. De plus, les recettes se révèlent CHF 200'000.- plus basses que prévues.

La recapitalisation est reportée de quelques mois, une révision approfondie ainsi qu'un audit financier et un mandat de suivi financier permanent décidé. Après épuration de tous les systèmes transitoires utilisés depuis le début, un déficit final de CHF 1.5 million est constaté, une orthodoxie comptable totale dès 2014 prend place.

6. La présente recapitalisation et l'avenir de La Télé

6.1 Nouveaux équilibres

Du côté vaudois, tous les acteurs liés à la presse écrite se sont retirés et aucune radio n'a jamais été présente. Ce sont donc les anciens acteurs de TVRL, dont Lausanne et TVT-Services S.A. qui ont déjà souscrit à l'augmentation de capital, le capital restant après diminution de la valeur des actions des autres anciennes TV locales vaudoises ainsi que les nouveaux acteurs, soit les Retraites Populaires et le Centre Patronal, qui sont partenaires de La Télé.

Du côté fribourgeois, le gros du capital est fourni par le principal actionnaire de Radio-Fribourg, alors qu'un capital résiduel l'est toujours par le groupe Saint-Paul (La Liberté).

Si votre Conseil accepte la participation proposée, l'équilibre de La Télé sera le suivant :

Lausanne	25.22%
Boisy TV (Lausanne majoritaire)	1.33%
Total Lausanne	26.55%
TVT-Services et anciens TVRL	3.31%
Autres communes et anciens téléseaux vaudois	5.48%
Autres actionnaires vaudois	18.36%
Total Vaud	53.70%
Radio-Fribourg	41.58%
Autres Fribourg	4.72%
Total Fribourg	46.30%

Il est à noter que sans la participation lausannoise, le principal actionnaire de Radio-Fribourg dépasserait 49% et qu'un appoint de capital par les autres actionnaires serait utile, voire indispensable, pour garantir un équilibre adéquat, jugé indispensable par les actionnaires.

La nature des actionnaires comme le tiers issus des anciennes télévisions régionales vaudoises et le poids de Radio-Fribourg montrent un renforcement de l'esprit régional et de service public par rapport à la situation précédente.

6.2 Nouvelle orientation de La Télé

Les options d'extension, hors télévision par Internet sont abandonnées au profit d'un recentrage sur Vaud et Fribourg.

L'intérim avant la désignation d'un nouveau directeur (coaching) est assuré par la direction de Radio-Fribourg. Un acteur vaudois serait prêt d'ici une année à examiner une participation supplémentaire de CHF 450'000.- à condition que la gestion resserrée, avec controlling financier trimestriel, ait fait ses preuves.

Avec cet appoint, on se rapprocherait de l'équilibre Vaud (60%) - Fribourg (40%) recherché, et la participation de Lausanne redescendrait à environ 23%.

Aussi bien au niveau publicitaire que des programmes, La Télé retourne à une relation de plus grande proximité avec l'actualité locale, les acteurs locaux.

Il est à signaler que la grille des programmes actuelle est jugée comme une des meilleures de Suisse parmi les TV locales par l'OFCOM.

6.3 Aspects financiers

Lors du précédent assainissement en 2010, les valeurs des participations de la Ville de Lausanne dans Vaud-Fribourg TV S.A. (CHF 642'348.-) et Ecran P&P S.A. (CHF 69'000.-), ainsi que le prêt à Vaud-Fribourg TV S.A. (CHF 462'393.-), ont été totalement amortis au bilan de la Ville en 2010.

Or, après le deuxième assainissement, la valeur résiduelle des précédents placements de la Ville de Lausanne dans les comptes de Vaud-Fribourg TV S.A. est de CHF 322'160.- (à la valeur nominale).

Entre 2009 et 2013, soit 5 ans, la perte de valeur des actifs engagés par la Ville dans le cadre des assainissements atteint un peu moins de CHF 800'000.-, soit la subvention annuelle de la seule année 2008 octroyée à TVRL.

Vu la volonté unanime des actionnaires de resserrer la gestion afin d'obtenir à moyen terme un rendement normal du capital, la Municipalité propose que la participation supplémentaire de CHF 530'000.- francs soit inscrite au patrimoine financier.

Enfin, Lausanne participe pour CHF 20'000.- à la recapitalisation de la société chargée de la recherche de recettes publicitaires de La Télé, Ecran P&P S.A., dont la recapitalisation totale est de CHF 100'000.- Ici aussi, il est proposé d'inscrire cette participation au patrimoine financier.

Il est également demandé de transférer du patrimoine administratif au patrimoine financier les actuelles participations dans Vaud-Fribourg TV S.A. et dans Ecran P&P SA figurant pour CHF 1.- au bilan de la Ville.

7. Conclusions

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,
vu le préavis N° 2014/32 de la Municipalité, du 5 juin 2014;
ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'octroyer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 530'000.- destiné à l'acquisition d'actions de Vaud-Fribourg TV S.A. dans le cadre de sa recapitalisation ;
2. d'octroyer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine financier de CHF 20'000.- destiné à l'acquisition d'actions de Ecran P&P S.A. dans le cadre de sa recapitalisation ;
3. de transférer du patrimoine administratif au patrimoine financier les participations actuelles dans Vaud-Fribourg TV S.A. et Ecran P&P S.A. à leur valeur comptable de CHF 1.- chacune.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

La secrétaire adjointe :
Sylvie Ecklin